



Conférence Ministérielle de l'OMC

Hong Kong

du 12 au 18/12/2005

Compte-rendu de Marie-Hélène AUBERT, Députée Européenne (LesVerts), membre des commissions Agriculture, Développement, Pêche, et de l'assemblée paritaire UE-ACP.

1. Un contexte de départ morose pour les libéraux

Souvenons-nous ! A l'ouverture de cette conférence, le pessimisme était de rigueur (du moins pour les partisans d'une accélération du processus de libéralisation des échanges) : l'UE et les USA se renvoyaient la balle sur le blocage des négociations en matière agricole, les pays pauvres demandaient en vain une prise en considération de leur situation, les pays émergents plus d'ouverture des marchés occidentaux. Ainsi Pascal Lamy, lors de la séance inaugurale, a affiché profil bas et modeste, demandant à tous des efforts pour éviter l'échec et montrant avec humour et habileté qu'il ne possédait pas de baguette magique. **Vu les faibles ambitions affichées, le résultat, quel qu'il soit, ne pouvait du coup apparaître que comme un succès inattendu !** Bien joué en termes de communication, car en fait cette déclaration finale n'a pas valeur d'accord, et bute encore sur de nombreux problèmes.

Dès le début de la semaine, l'UE s'est vu rapidement accusée d'être la principale responsable des blocages, en raison de son raidissement sur la PAC (réforme 2003 intouchable) et de son refus initial de fixer une date pour l'élimination des subventions. A vrai dire, **malgré un affrontement savamment mis en scène, UE et USA ont montré des visages plutôt similaires, soucieux à la fois de préserver des filets de protection pour leur agriculture et de s'ouvrir des marchés prometteurs dans le domaine des biens industriels et des services.**

Par ailleurs, on a pu noter ces derniers temps un enthousiasme moins fanatique pour l'accélération du libre-échange mondial, notamment de la part des USA dont les sénateurs renâclent de plus en plus face aux dégâts sur l'emploi dans de nombreux territoires et dans bon nombre de filières industrielles. Les syndicats américains se montrent aussi plus vindicatifs sur les conditions de travail et les salaires. En Europe, le Non français et néerlandais au referendum sur le TCE, les conséquences de l'ouverture européenne au textile chinois, notamment, ont montré aussi une inquiétude croissante des opinions quant à la mondialisation libérale et pèsent sur l'attitude des gouvernants à cet égard. Si néanmoins leur foi dans les vertus du libre-échange mondial n'a guère diminué, leur communication sur le sujet a tout de même évolué vers plus de prudence et un semblant de prise en compte des exigences des ONG en matière de transparence, de préoccupations sociales ou environnementales, ou de fracture Nord/Sud.

Un semblant seulement, malheureusement...

Ainsi, personne au sommet ne s'est ému du lieu même de cette conférence, en Chine, où les droits des travailleurs sont quasi nuls et où l'environnement subit des dommages considérables, avec un impact grave sur la santé, à cause d'une industrialisation rapide et débridée, très tournée vers l'exportation justement. Une semaine avant le début de la conférence par exemple, une vingtaine de paysans avait été tuée (dans une province juste au Nord d'Hong

Kong) suite à des émeutes contre la spoliation de leurs terres qu'ils subissent et contre la corruption des élites locales. Cela n'a gêné en rien l'avancée de négociations fructueuses avec les gouvernants chinois, à qui il était manifestement mal venu de demander des comptes ! **L'immense marché que représente la Chine pour les puissances exportatrices a relégué cyniquement à l'arrière-plan toute autre préoccupation...**

2. Un résultat de négociations faible et décevant, d'un point de vue écologiste, en matière d'agriculture et de « développement » plus particulièrement, mais émergence d'un mouvement coordonné pour le développement durable

Je ne reviendrai pas sur l'analyse détaillée de la déclaration finale qui a été faite par Martin, Hannes, et Gaby. Tout y est : les pays en développement floués, les concessions d'importance variable en matière agricole de la part de l'UE et des USA contre une ouverture plus grande dans le secteur des services dans les pays émergents, les pays ACP encore plus fragilisés, les questions du sucre, du coton, de la banane, n'ayant pas notamment trouvé de réponse satisfaisante.

On peut lire ce résultat de deux façons : l'une pour constater que le rouleau compresseur du libéralisme économique poursuit sa route, continuant de mettre en compétition commerciale 149 pays dont les situations n'ont rien à voir, dont la puissance n'est pas comparable, sans aucun souci pour les questions écologiques, sociales, démocratiques, pour le plus grand malheur du développement durable...**L'autre, plus encourageante, soulignera la présence plus affirmée des pays les plus pauvres**, africains notamment, dans les négociations, grâce à une capacité d'expertise accrue (fournie souvent par les ONG) et à une mobilisation collective significative, même si les pays « géants » dits émergents tels que le Brésil et l'Inde ont joué un double jeu destructeur. Malgré tout, la machine OMC, que Pascal Lamy qualifiait lui-même de « médiévale » il y a quelque temps, connaît bien des ratés, et il n'est pas dit qu'elle puisse poursuivre sa mission sans changements fondamentaux.

La façon dont vont se poursuivre les négociations est à cet égard inquiétante : en fait, rien de décisif n'a été adopté à Hong Kong, et c'est à Genève (siège de l'OMC) que la discussion continuera au printemps, loin de l'agitation des médias et des manifestations. Tout au long de la semaine, les représentants européens ont ainsi distillé l'idée qu'il est peu productif de travailler dans de telles conditions, et qu'une approche « top-down », pour peu que l'on ait un directeur à poigne (ce qui est le cas), serait peut-être meilleure que l'approche « bottom-up » actuelle...

Enfin, **l'avenir de l'agriculture et des paysanneries de par le monde reste une question majeure** qui a tout de même mobilisé l'essentiel des débats, même si ce n'était pas en fait l'objectif essentiel des Européens (contrairement aux apparences !), plus soucieux d'avancer sur la libéralisation des services. Ce qui est intéressant, c'est que la fracture Nord/Sud dans ce domaine s'est peu à peu transformée en un affrontement entre deux modèles d'agriculture, au Nord comme au Sud : l'un très industrialisé, à grands renforts d'intrants, d'énergie et de haute-technologie, très concentré, tourné surtout vers l'exportation, l'autre plus familial et paysan (selon les termes habituellement utilisés), défendant une approche intégrée des territoires, privilégiant les marchés locaux et régionaux, promouvant le concept de souveraineté et de sécurité alimentaires.

La conjonction progressive mais effective à Hong Kong de tous les mouvements (ONG, organisations paysannes, experts, fondations...) qui militent en faveur d'une agriculture durable, quel que soit leur pays d'origine, est une des rares bonnes nouvelles de cette conférence. La moins bonne, c'est qu'aucune délégation ministérielle n'a vraiment porté ce modèle-là, alors que beaucoup attendent justement de l'Union européenne qu'elle défende un modèle agricole plus territorialisé et multifonctionnel. Le fait est qu'elle le fait de moins en moins, laissant tomber par exemple cette

fois-ci le combat sur les indications géographiques, accusées d'être du protectionnisme déguisé (accusation portée d'ailleurs à tout ce qui constitue une norme sociale et environnementale).

De même, **la perception de la nature du secteur agricole dans les enjeux commerciaux est l'objet de vives controverses.** Le double langage semble de mise au sein de l'Union européenne, qui d'un côté clame son attachement à une agriculture multifonctionnelle, saine et territorialisée, et de l'autre considère de moins en moins tacitement que la production agricole de matières premières de base peut être laissée à des pays qui "ont besoin de se développer" contre l'ouverture de marchés dans d'autres secteurs (biens industriels et services). L'effondrement des prix agricoles au niveau mondial n'est d'ailleurs pas remis en question, qui ruine les paysans du Sud comme du Nord (les compensations de la PAC ne faisant que maintenir artificiellement et temporairement une partie seulement des agriculteurs européens), mais est censé être bon pour l'industrie agroalimentaire (c'est sûr !) et ses emplois, et pour les consommateurs (c'est beaucoup moins sûr!). Manifestement, "l'acharnement sentimental" de certains européens à préserver l'avenir de l'agriculture européenne (même si en effet la PAC peut et doit encore évoluer) agace prodigieusement Peter Mandelson et au-delà l'ensemble des libéraux, voire une partie des socialistes européens.

Plus globalement, le débat sur la façon dont on soumet le commerce mondial au respect de normes sociales et environnementales, de contextes culturels spécifiques et différenciés, reste par ailleurs toujours à mener. Encore une fois, il n'a pas été à l'ordre du jour de la conférence de Hong Kong, et la tendance au contraire est de mettre tous les pays sur un pied d'égalité, en refusant d'évaluer ce qui s'est passé jusque là depuis l'Uruguay Round et donc de changer d'optique.

3. Le rôle confus et contradictoire de l'Union européenne, pourtant si attendu, par rapport aux autres ensembles de pays

La situation de l'Union européenne est particulière car à la fois elle s'exprime d'une seule voix à travers celle du commissaire au commerce extérieur (Peter Mandelson), et en même temps les Etats membres les plus influents ne se privent pas de jouer leur propre partition. Ainsi, la France et la Grande Bretagne n'ont pas cessé de s'affronter sur bien des terrains, malgré l'unité affichée à Hong Kong et le soutien prodigué à « Pete ».

De fait, le débat politique a lieu aussi au sein de l'UE, sur l'intérêt ou non de promouvoir la libéralisation des échanges comme « moteur du développement », sur la nécessité ou non d'introduire des règles sociales ou environnementales au commerce mondial. Clairement, la majorité politique de l'Union européenne aujourd'hui est bien d'inspiration libérale et c'est ce point de vue qui a prévalu à Hong Kong. Malgré cela, **l'UE reste perçue comme plus sensible aux problèmes des pays pauvres que les autres grandes puissances (les USA notamment), plus soucieuse de régulations mondiales, de multilatéralisme, mais cette fois-ci elle s'est retrouvée dans le même camp retranché que les USA face au regroupement spectaculaire (certes hétérogène) de tous les autres pays pour dénoncer (à juste titre) le néoprotectionnisme et l'hypocrisie des deux grands blocs occidentaux.**

Le Brésil, l'Inde et la Chine ont largement tiré bénéfice de ce front nouveau, écrasant au passage les intérêts des PMA et des ACP en particulier, ces derniers étant écartelés entre leur soutien global au monde « en développement » et leur besoin de conserver les traitements différenciés de l'UE notamment.

Au final, la pression (collective, individuelle, sous toutes formes...) a été trop forte sur ces pays qui n'ont pas voulu porter la responsabilité de l'échec, malgré le peu obtenu.

4. Des parlementaires essentiellement hors jeu, coincés entre suivisme ministériel et activisme associatif

Les réunions de l'UIP (Union interparlementaire) se sont tenues le lundi et le mercredi dans un grand hôtel luxueux très éloigné à tous points de vue de la conférence interministérielle, alors que les représentants des ONG accrédités et les médias menaient leurs activités dans le centre de conférence même. Tout un symbole !

Il est vrai que les parlementaires ont du mal à trouver leur place entre d'une part un affrontement entre nations qui occulte totalement le débat politique au sein de chacune d'elles (quand il est possible...) , et le dynamisme contestataire et propositionnel d'une société civile organisée autour de thématiques très spécifiques (eau, dette, commerce équitable, droits de l'homme, agriculture durable...). Les parlementaires européens n'échappent pas à ce dilemme, et nous avons été gratifiés par la commission européenne d'appels récurrents à l'unité et à défendre "la position européenne (sans vraiment savoir d'ailleurs ce qui était réellement défendu dans la green room !) injustement malmenée semblait-il , appels auxquels la plupart des députés présents répondent bien volontiers d'ailleurs, dans un élan de patriotisme européen . Ainsi, les parlementaires ne seraient que de bons petits soldats, les "représentants de commerce" en somme du Conseil et de la Commission européenne !

Dans la même veine, les parlementaires participant aux travaux de l'UIP ont comme il se doit adopté une déclaration consensuelle, catalogue de vœux pieux et robinet d'eau tiède, qui évidemment n'intéresse personne ni chez les médias, ni chez les ONG présentes, ni encore moins chez les négociateurs en titre ! Pourtant les interventions des parlementaires lors des débats étaient riches et variées, parfois polémiques, en fonction et des pays d'origine et des sensibilités politiques. Du coup, les parlementaires qui contestent la libéralisation à marche forcée et qui défendent autre chose que la compétition entre intérêts commerciaux nationaux, trouvent difficilement un espace d'expression, car ce sont les ONG qui sont les porte-parole de fait de ces revendications.

Ainsi, nous avons été quelques-uns (avec nos collègues de la GUE mais aussi un libéral) à **réclamer un vrai débat politique et un vote sur la déclaration finale, et donc une réforme du fonctionnement de l'UIP, pour une revalorisation conséquente du rôle des parlementaires.**

5. Des ONG toujours combattives mais qui s'interrogent sur leurs stratégies

Comme un rituel à présent, le centre des ONG a organisé une multitude de débats, réunions, colloques, sur tous les aspects de l'OMC et tous les secteurs, pour contester le processus de libéralisation des échanges tel que mené par les puissants de ce monde, et proposer des alternatives. Les tables d'exposition débordaient de documents du monde entier, présentant les positions et les actions de chaque organisation, montrant la vitalité indéniable du mouvement altermondialiste. Nous y avons donc retrouvé nos partenaires habituels avec qui nous avons participé à un certain nombre de tables rondes.

Les débats de la Fondation H. Böll ont été très intéressants dans la mesure où ils ont fait intervenir aussi des acteurs locaux, qui nous ont appris beaucoup de choses sur la situation en Chine et exercé un regard avisé sur nos propres préoccupations.

Mais soyons honnêtes, il n'y avait pas foule dans les salles , et il semble qu'il y ait une lassitude de militants qui dépensent beaucoup de moyens et d'énergie à chaque contre-sommet sans voir de progrès très significatifs dans les décisions prises, outre le fait qu'il est de plus en plus difficile d'obtenir des accréditations et d'accéder aux lieux décisifs.

Il est clair en tout cas que les discussions directes entre les décideurs et les ONG n'ont pas donné les résultats escomptés, sauf en termes de communication ! Pascal Lamy se sert très habilement de la présence des ONG pour afficher une certaine considération à leur égard, et les médias raffolent d'images colorées et spectaculaires, censées traduire la vigueur des affrontements. Bref, les revendications des ONG font partie de plus en plus partie du décor et de la mise en scène, mais peinent à trouver une traduction concrète dans le cours des négociations. Elles en sont conscientes et le débouché politique de ces actions est de plus en plus discuté.

6. Les Verts : de fins analystes, de bons militants, mais comment gagner en pouvoir d'influence et de décision ?

La présence des Verts européens à Hong Kong a été intéressante, et bon nombre de médias européens ont relayé nos interventions, commentaires, et même blogs ! L'articulation avec les travaux de la fondation H. Böll a été productive, et a contribué à affirmer et diffuser un peu plus les analyses et les propositions des écologistes en matière de commerce international. Leur écho notamment dans les pays en développement progresse et montre un intérêt accru pour nos idées, à l'heure de l'état d'urgence écologique et social.

Mais à l'évidence, notre influence sur le cours des choses est minime, vu notre faible poids politique (et c'est en Europe qu'il est le meilleur !) . En effet, tant que les délégations ministérielles seront dominées par la droite libérale (avec diverses variantes), rien ne changera vraiment dans la marche de l'OMC.

Il n'est pas certain par ailleurs que le mouvement altermondialiste, auquel nous participons, ait un écho politique important dans l'opinion européenne, plus préoccupée par les questions de l'emploi, du pouvoir d'achat, de la sécurité, des retraites et de la protection sociale, perçues encore dans un cadre national. Pourtant les enquêtes d'opinion montrent un intérêt accru pour les grands enjeux écologiques, qui ne se traduit pas encore néanmoins par des votes en conséquence.

La façon dont nous articulons le local et le global, au-delà du slogan, est donc plus que jamais un enjeu majeur pour nous, dans un contexte assez paradoxal où plus les décisions se mondialisent (ou s'europanisent), plus les postures nationalistes semblent reprendre de la vigueur.

Les échéances électorales importantes vont se succéder en Europe dans les années qui viennent (Italie en 2006, France en 2007). **Notre rôle devrait être notamment de placer au cœur des débats politiques nationaux les mandats de représentation au sein des instances internationales. En France par exemple, que défendra le parti, le président, au pouvoir, en matière de réforme de la PAC, de libéralisation des services, de commerce international, d'aide au développement ? Ces questions sont pour l'instant quasi absentes du débat présidentiel, alors qu'elles ont et auront un impact considérable sur le quotidien de nos concitoyens.**

Je souhaite que notre groupe s'empare plus qu'il ne l'a fait jusqu'ici de ces défis majeurs que représentent la mondialisation économique , la fracture Nord/Sud grandissante, l'avenir des pays dits "en développement" et de l'Afrique en particulier, si proche et si loin à la fois de l'Union européenne. N'oublions pas que ces pays ont une population très jeune, croissante, alors que l'Europe vieillit à tous points de vue, qu'il s'y passe actuellement des tragédies lourdes de conséquences, mais aussi un bouillonnement intense de mouvements et d'idées qui nous bouscule et nous bousculera fortement.

Comment Les Verts, mondialistes par essence, pourraient passer à côté de tels bouleversements ?